



## Focus Finance Durable – Novembre 2021

### **COP<sup>1</sup> Climat et Biodiversité, 2 messages d'urgence : Accélérer la transition énergétique, Economiser les ressources**

Le changement climatique et la perte en biodiversité sont parmi les plus grands défis de notre époque tant pour la planète que pour la société et sont intimement connectés entre eux. Les risques y étant associés compromettent gravement les équilibres socio-économiques. Ils pèsent aussi désormais sur la valeur des actifs financiers, et constituent dorénavant de vrais enjeux stratégiques pour l'ensemble de l'industrie financière mondiale.

Les deux conférences internationales environnementales de l'automne – le prologue de la COP15 Biodiversité à Kunming en Chine en octobre, puis la COP26 Climat à Glasgow en Ecosse en novembre - s'inscrivaient dans une atmosphère pour le moins difficile tant les inquiétudes en matière de réchauffement climatique et d'érosion du capital naturel sont exacerbées.

Deux messages d'urgence sont d'ores et déjà à retenir à l'aune de ces grandes discussions transfrontalières :

- Afin d'éviter une hausse des températures incompatible avec la vie sur terre et qui apparaît de plus en plus incontournable, les secteurs et acteurs tant publics que privés doivent le plus rapidement possible durcir leurs objectifs de réduction d'émissions de gaz à effets de serre, et mettre en œuvre dès aujourd'hui leurs plans stratégiques sous-jacents ;
- Nos modèles économiques doivent plus que jamais devenir sobres en ressources et intégrer leurs impacts sur le capital naturel.

### **26 années après la première COP Climat, un rythme de décarbonation de nos économies très mitigé, des engagements nationaux toujours insuffisants**

La 26<sup>ème</sup> édition de la COP Climat qui se déroulait en novembre à Glasgow demeurerait très attendue après les reports successifs liés au Covid 19. Pourtant, l'engouement médiatique qu'ont pu susciter les différentes COPs, relève davantage du sursaut de conscience qu'elles ont pu provoquer dans l'opinion et au sein de la société civile, que des avancées concrètes en matière de réduction des émissions de gaz à effets de serre qu'elles ont concrètement permises.

Près de 30 ans après la première COP Climat (1995), les émissions de gaz à effets de serre progressent toujours et invariablement avec une hausse annuelle moyenne de 2% qui s'est à peine interrompue durant la crise du Covid 19.

Selon les Nations-Unies, sur base des engagements pré-COP26 pris par les Etats, les émissions globales continueraient à progresser de l'ordre de 16 % en 2030 par rapport à 2010 ce qui entraînerait une hausse catastrophique de la température mondiale d'environ 2.7 °C par rapport aux moyennes historiques d'ici la fin du siècle, réchauffement à partir duquel les scientifiques prévoient, outre des famines et des pertes de vies humaines, la disparition totale des coraux, la quasi-disparition du Groenland et un possible effondrement de l'écosystème marin.

Selon l'Agence Internationale de l'Energie (AIE), les engagements de décarbonation<sup>2</sup> pris par les Etats à Glasgow apportaient quelques espoirs. Ils pourraient même permettre d'éviter quelques

---

1 Conference of the Parties

2 Appelés aussi NDCs (Nationally Determined Commitments), engagements pris par les Etats de réduction de leurs émissions carbone



## Focus Finance Durable – Novembre 2021

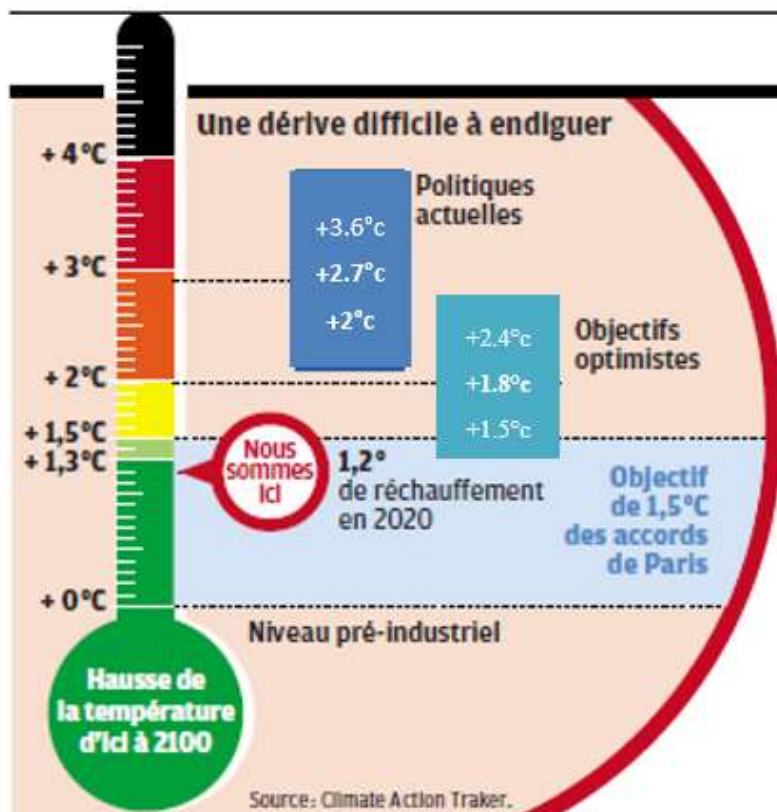
dixièmes de degrés de réchauffement, et de passer légèrement sous la barre des 2°C de hausse des températures.

Ce nouvel optimisme reste en réalité plutôt fragile.

Tout d'abord, la hausse des températures maximale à sécuriser n'est plus tellement 2°C mais 1.5°C. Dans un rapport spécial publié à l'été 2021, le GIEC<sup>3</sup> démontrait en effet qu'une hausse des températures dépassant le seuil des 1.5°C d'ici la fin du siècle serait une catastrophe écologique et humaine.

Le think tank d'experts Climate Action Tracker offre une vision beaucoup plus granulaire des pronostics fournis par l'AIE durant la COP26 : selon ces spécialistes du climat, l'implémentation des ambitions nationales à horizon 2030 (NDCs) exprimés à Glasgow, pourrait permettre de limiter le réchauffement à 2.4°C, et éventuellement à 2.1°C en rajoutant la réalisation des engagements à horizon 2050 et au-delà. Un réchauffement de 1.8°C pourrait dans le meilleur des cas être sécurisé si et seulement si, l'ensemble des ambitions et engagements étaient atteints (engagements nationaux à 2030, 2050 et au-delà, incluant les programmes de neutralité carbone).

**Graphique 1 : Potentiel de réchauffement climatique dans le cadre des engagements nationaux pris à la COP**



Source : Climate Action Tracker, Investir - Novembre 2021

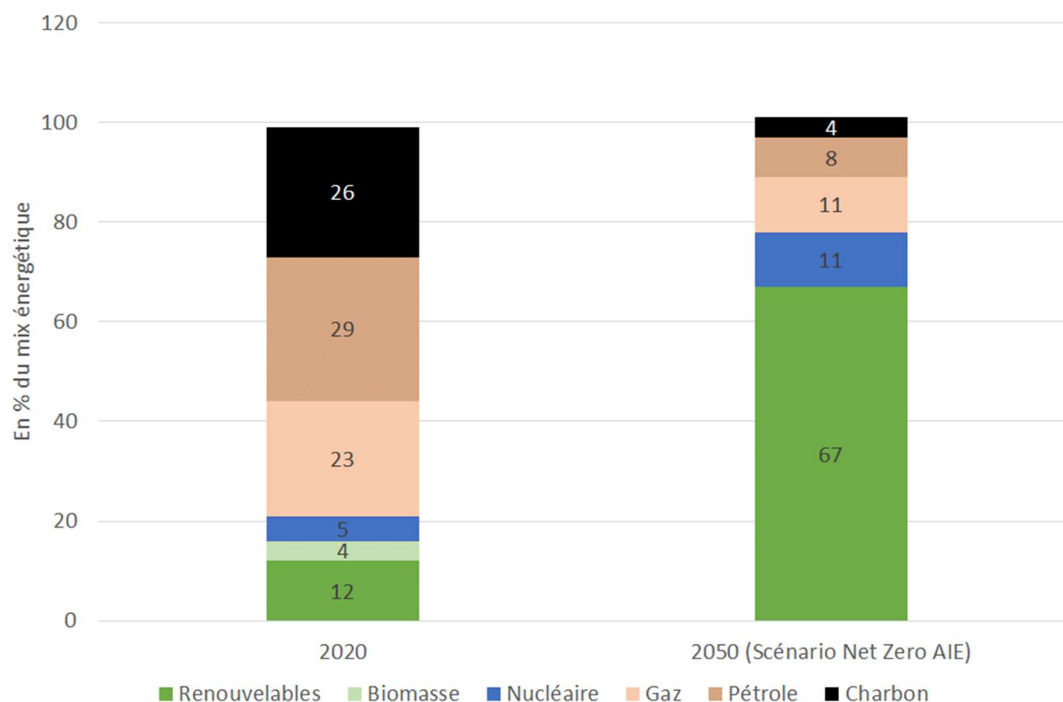


## Focus Finance Durable – Novembre 2021

Ensuite, si les promesses de certains Etats d'aller vers la neutralité carbone à horizon plus ou moins long terme se sont multipliées sur les derniers mois (Union Européenne, Chine, Turquie, Japon, Inde et même plus récemment l'Arabie Saoudite), des actions immédiates et des objectifs clairs à court-terme tardent à venir. En outre, certains de ces pays ne font pas preuve d'une grande cohérence dans leur transition vers des modèles de croissance plus économes en carbone. La Chine a ainsi augmenté de plus d'un million de tonnes sa production de charbon cette année alors que ce pays dépend de cette source d'énergie pour encore 60% de son mix énergétique. Suite à la pression exercée par la Chine, l'Inde et l'Arabie Saoudite, le Pacte de Glasgow clôturait d'ailleurs la 26ème conférence internationale sur le Climat en parlant davantage d'accélération de sortie du charbon que de suppression de cette source d'énergie.

Pourtant dans son dernier rapport de mai 2021, l'AIE a sonné la fin de la période de grâce et devenait moins complaisante vis à vis des énergies fossiles : pour avoir une chance de rester sous les 1,5 °C de réchauffement climatique d'ici la fin du siècle, le monde doit cesser dès à présent de construire et financer de nouveaux projets dans le charbon, mais plus généralement, dans toutes les formes d'hydrocarbures, pétrole et le gaz inclus. Une étude parue récemment dans la célèbre revue scientifique « Nature » mentionne que pour maintenir les températures en dessous du seuil critique de 1.5°C, la production de pétrole et gaz devrait diminuer en moyenne de 3 % par an dans le monde jusqu'en 2050, et celle de charbon thermique de 7 %, ce qui implique que la majorité des régions atteignent leur pic pétrolier ou gazier maintenant ou au maximum d'ici à 2030. Un objectif bien complexe à atteindre sachant que les énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz), représentent encore aujourd'hui plus de 80% de la demande d'énergie primaire et que leur production ne cesse d'augmenter afin de répondre notamment aux besoins croissants des économies émergentes.

**Graphique 2 : Mix demande d'énergie primaire 2020 - 2050 dans le scénario *Net Zero by 2050* de l'AIE**



Source : Agence Internationale de l'Énergie, Mai 2021



## Focus Finance Durable – Novembre 2021

### Les entreprises des secteurs les plus émissifs prennent des engagements de décarbonation parfois ambitieux mais pas toujours crédibles

Côté entreprises, certains grands groupes ont déjà exprimé des engagements ambitieux.

Les ambitions d'atteindre la neutralité carbone se sont multipliées, y compris dans les secteurs les plus émissifs, si l'on se réfère à la recrudescence de programmes « *Net Zero emissions* » communiqués par la plupart des majors pétrolières européennes depuis plus de deux ans. Ce mouvement pourrait ne pas se limiter à l'Europe s'il on en croit le momentum positif en provenance des Etats-Unis dans le contexte de la nouvelle administration Biden. De façon plus factuelle, le placement récent d'un administrateur au directoire d'Exxon par le fonds activiste environnemental Engine n°1, laisse présager de futures engagements ou actions possibles du géant pétrolier américain qui pourrait en inspirer d'autres.

Sur le front de la transparence, les premières résolutions de type « Say on Climate » présentées aux assemblées générales 2021 de quelques grands groupes Européens (dont 3 entreprises françaises TotalEnergies, Vinci et Atos) constituent un bon début et ont donné l'opportunité aux actionnaires de se prononcer sur la stratégie climat et les objectifs de décarbonation des groupes concernés.

Ces bonnes initiatives n'ont toutefois pas forcément vocation à être renouvelées tous les ans et n'ont généralement pas répondu à toutes les exigences et attentes des investisseurs en matière de transparence. En l'occurrence, les engagements de transition bas carbone pris par les sociétés des secteurs à fort enjeu comme le pétrole & gaz sont souvent insuffisants et/ou incomplets.

Ils reposent encore largement sur des programmes de compensation carbone, et ces objectifs ne couvrent généralement pas tous les « scopes » d'émissions. En particulier, ils ne couvrent pas toujours les émissions du scope 3 qui constituent la vaste majorité des émissions de CO2 des géants de l'énergie. Cette catégorie d'émissions plus indirectes (celles provenant de la chaîne de valeur d'un producteur de pétrole, venant par exemple de la combustion du produit fini par l'utilisateur de carburant) est par définition moins maîtrisée par les entreprises qui tardent à prendre des engagements sur des impacts dépendant beaucoup des habitudes du consommateur final. Le programme d'investissement et la stratégie à court-terme des grands groupes pétroliers ne sont par ailleurs pas toujours cohérents avec leurs ambitions climatiques souvent très lointaines à horizon au mieux de 2030, parfois 2050 ou au-delà. Ainsi, si certaines sociétés du secteur s'inscrivent d'ores et déjà dans la transition en initiant des programmes d'investissement dans les énergies vertes désormais très conséquents, rares sont encore celles qui réduisent d'ores et déjà leur production d'énergie fossile ou communiquent sur un point haut de cette production.

Le secteur pétrolier n'est pas le seul à devoir se décarboner. D'autres secteurs vont également devoir prendre des engagements plus crédibles et ambitieux, notamment les principaux contributeurs à la demande globale d'hydrocarbures comme le transport aérien, le transport maritime et le secteur automobile. Ces industries sont encore très en retard en matière d'engagements et d'expression de leurs objectifs de réduction d'émissions de CO2. Ces objectifs passent nécessairement par une moindre dépendance de ces secteurs aux combustibles fossiles et par le développement de nouvelles technologies qui reste lui-même incertain et/ou encore coûteux.

### **Pour accélérer la transition, un dialogue exigeant entre entreprises et investisseurs est nécessaire**

Le rôle des investisseurs devient alors déterminant. Dans la course très médiatisée, voire iconique, vers la neutralité carbone, la communauté financière n'est en effet pas en reste. Des groupements créés au cours des 3 dernières années tels que la Net Zero Asset Owners Alliance (Nzaoa) ou



## Focus Finance Durable – Novembre 2021

encore la Net Zero Asset Managers Initiative (Nzami), permettent aux grands investisseurs institutionnels et à leurs sociétés de gestion de s'organiser et d'effectuer collectivement des engagements de décarbonation de leurs actifs financiers selon un protocole défini ensemble. A Glasgow, des acteurs de la finance menés par Mark Carney au sein de la Glasgow Financial Alliance for Net Zero (Gfanz) et représentant plus 130000 milliards d'euros d'actifs<sup>4</sup>, se sont engagés à atteindre par leurs investissements la neutralité carbone d'ici 2050 au plus tard, à faire le maximum pour diviser par deux leurs émissions financées d'ici à 2030 et à réviser leurs objectifs tous les 5 ans.

Ces initiatives vers la neutralité carbone attirent en effet de plus en plus de volontaires qui devront dès lors publiquement faire état des progrès réalisés en matière de décarbonation de leurs investissements.

Pourtant, dans les faits, force est de constater que le marché est encore bien loin de soutenir un monde à basse température.

Une étude du Carbon Disclosure Project (CDP) a montré récemment que la quasi-totalité des fonds dans le monde ne sont pas alignés avec les accords de Paris d'un maintien du niveau de réchauffement climatique en dessous des 2°C<sup>5</sup>.

En pratique seulement 15% des plus 6000 entreprises qui déclarent leurs émissions de carbone au CDP déclarent également des objectifs de réduction de ces émissions.

Le 14 octobre 2021, la Commission Climat et Finance Durable de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) publiait un premier rapport, à vocation pédagogique, sur la manière dont les entreprises peuvent restituer leur trajectoire vers l'atteinte de leur neutralité carbone<sup>6</sup>. Ce guide français, pourrait être le préambule d'une version européenne plus prescriptive. Il a surtout vocation à répondre aux risques de « Greenwashing » associés à ce concours désormais très institutionnalisé vers le Zéro émissions. Trois principaux messages sont à retenir de ce rapport pour les entreprises et pour les investisseurs : tout d'abord, la neutralité carbone doit reposer avant tout et principalement sur une diminution en valeur absolue des émissions de l'entreprise sur l'ensemble de sa chaîne de valeur, c'est-à-dire l'empreinte carbone de l'entreprise à la fois amont et aval, qui embarque donc le scope 3 d'émissions. Ensuite, les entreprises et investisseurs doivent définir des objectifs intermédiaires avec une première étape à 2030 ou avant. Enfin, la route vers la neutralité doit reposer en priorité sur une plus grande sobriété et des économies d'émissions. Le recours à la compensation carbone via l'achat de crédits carbone ne venant qu'en complément et devant être d'abord utilisé comme moyen de réduire les coûts plutôt que d'augmenter les ambitions.

C'est sur base de ce cahier des charges qu'investisseurs et entreprises pourront s'entendre et contribuer à l'effort désormais vital de réduction massive des gaz à effets de serre de nos économies. Une approche mise en œuvre par la Climate Action 100+ initiative (CA100+), coalition d'engagement actionnarial mondiale axée sur le climat et regroupant plus de 300 grands investisseurs représentant près 30 trillions de dollars d'actifs. La CA 100+ a ainsi mis en place une note « Neutralité Carbone » pour plus de 100 entreprises des secteurs les plus émissifs. Cette méthodologie d'analyse, appelée le « Net Zero Benchmark » est basée sur un ensemble de critères (gouvernance climat, transparence, stratégie de décarbonation, transition juste) qui recourent assez

---

<sup>4</sup> Plus de 450 banques, assureurs et gestionnaires d'actifs dans 45 pays

<sup>5</sup> Voir <https://www.cdp.net/en/articles/investor/under-1-of-27-trillion-global-fund-assets-are-paris-aligned>

<sup>6</sup> Voir <https://www.amf-france.org/fr/actualites-publications/publications/rapports-etudes-et-analyses/entreprises-et-neutralite-carbone-premieres-conclusions-et-enjeux-identifies>





## Focus Finance Durable – Novembre 2021

bien les recommandations faites par l'AMF et est désormais utilisée comme étalon de progrès par les investisseurs membres de la coalition.

### **Une transition énergétique sur toute la « chaîne de valeur » : fin du soutien aux nouveaux projets fossiles, sobriété en ressources pour tous les secteurs**

Si l'objectif de neutralité carbone reste absolument incontournable et doit rester un vecteur central sur le plan politique pour les Etats, et stratégiques pour entreprises et investisseurs, on comprend désormais qu'il devient de plus en plus difficilement atteignable au rythme actuel de nos économies. Une neutralité difficile à atteindre ... à moins d'activer dès à présent le levier de la sobriété et de promouvoir au maximum l'utilisation de solutions existantes plus respectueuses de l'environnement, et ce, pour tous les secteurs pas uniquement celui de l'Energie. Cela passe par une action immédiate notamment de la part d'autres secteurs à fort enjeu, comme par exemple le transport, le bâtiment et les secteurs de consommation également très en cause dans le réchauffement climatique.

Cette option plus réaliste semble de plus en plus considérée eu égard aux nouveaux engagements encourageants qui ont d'ores et déjà été pris à la COP26.

Ceux-ci sont parfois très radicaux et ciblent le secteur de l'énergie comme la Beyond Oil & Gas Alliance qui regroupe d'ores et déjà le Danemark et le Costa Rica et vise à promouvoir dès à présent une économie sans industries fossiles maximisant l'usage à partir d'aujourd'hui de sources d'énergie vertes.

La COP26 a aussi été l'occasion d'une autre prise de position emblématique à l'égard du fossile dans le cadre de laquelle plus de 40 pays annonçaient l'abandon du charbon pour produire l'électricité d'ici à 2040 au plus tard<sup>7</sup>. Ce collectif exclut pour l'heure les plus gros producteurs de charbon comme la Chine, l'Inde et les Etats-Unis. Ce dernier pays fait en revanche partie des nations qui se sont engagées à cesser de financer le pétrole et le gaz à l'étranger d'ici 2022<sup>8</sup>.

D'autres industries très contributrices au changement climatique sont visées à la COP26. C'est le cas de l'agriculture. Ce secteur contribue à près d'un tiers aux émissions de gaz à effets de serre. Ceci s'explique en particulier par les méthodes de production intensives et le mouvement de déforestation associé à la production de certaines cultures comme l'huile de palme (Selon le WWF, 90% des forêts malaisiennes et indonésiennes ont été détruites à cause de son exploitation) ou encore le soja, privant la nature de précieux puits de carbone naturels. A Glasgow, un accord très emblématique sur la déforestation a ainsi été entériné<sup>9</sup>. Il regroupe pour la première fois plus de 120 pays représentant plus de 85 % des forêts mondiales, qui ont convenu d'arrêter et d'inverser la déforestation et la dégradation des terres d'ici à 2030, dans le cadre d'un important accord parallèle de la COP26. Tous les pays clés dans ce fléau, ont adhéré à cette initiative volontaire, notamment les États-Unis, la Chine, le Canada, la Russie, le Brésil, la Colombie, l'Indonésie et la République démocratique du Congo.

---

7 Voir « Global Coal to Clean power Transition statement » <https://ukcop26.org/global-coal-to-clean-power-transition-statement/>

8 Voir « Statement on international public support for the clean energy transition » <https://ukcop26.org/statement-on-international-public-support-for-the-clean-energy-transition/>

9 Voir « The Glasgow Leaders' Declaration on Forests and Land » <https://ukcop26.org/glasgow-leaders-declaration-on-forests-and-land-use/>



## Focus Finance Durable – Novembre 2021

Secteurs pétrolier et agricole sont aussi dans le collimateur d'un accord très ambitieux sur le méthane. Cet accord prévoit une réduction de 30% des émissions de méthane d'ici 2030. Ce gaz ne représente que 10% des gaz à effets de serre (contre 80% pour le CO<sub>2</sub>) et reste moins longtemps dans l'atmosphère que le carbone. Mais il a un potentiel de réchauffement climatique 30 fois supérieur à celui du CO<sub>2</sub>. La réalisation de cet objectif paraît plus accessible. Elle mettra à contribution les industries fossiles qui devront mieux maîtriser les fuites, mais aussi et surtout l'agriculture, principal suspect dans les émissions de méthane via l'élevage bovin. La baisse des émissions de méthane passera aussi par un meilleur traitement des déchets.

Enfin, à Glasgow, le secteur des transports s'est également engagé. Dans un accord entre plus de 70 gouvernements états et collectivités locales, 11 constructeurs automobile et 15 acteurs financiers, les signataires ont promis que tous véhicules neufs seraient à zéro émission dans le monde d'ici à 2040, et au plus tard en 2035 sur les grands marchés leaders. L'accord est porté par le Zero Emission Vehicle Transition Council<sup>10</sup> créé en novembre 2020, qui regroupe les pays représentant plus de la moitié du marché automobile mondial et qui promeut l'accélération de la transition mondiale vers les véhicules zéro émission.

En complément de l'effort global de décarbonation, la gestion des déchets dans la lutte contre le changement climatique et la préservation des ressources étaient également au centre des discussions dès le mois d'avril 2021, lors du Forum mondial sur l'économie circulaire. Les hauts responsables des Nations unies chargés du climat y déclaraient la nécessité d'accélérer le passage à une économie circulaire pour atteindre les objectifs climatiques internationaux. L'Accord de Paris appelle lui-même à la transformation des modes de production et de consommation. L'économie circulaire consiste à éviter la consommation excessive, les déchets et l'utilisation de combustibles fossiles en louant, réutilisant, réparant et recyclant les matériaux et produits existants.

L'extraction et la transformation des ressources naturelles sont à l'origine de la moitié des émissions mondiales et de plus de 90 % de la perte de biodiversité. Le passage à une économie circulaire est en effet essentiel pour atteindre l'objectif des accords de Paris sur le changement climatique.

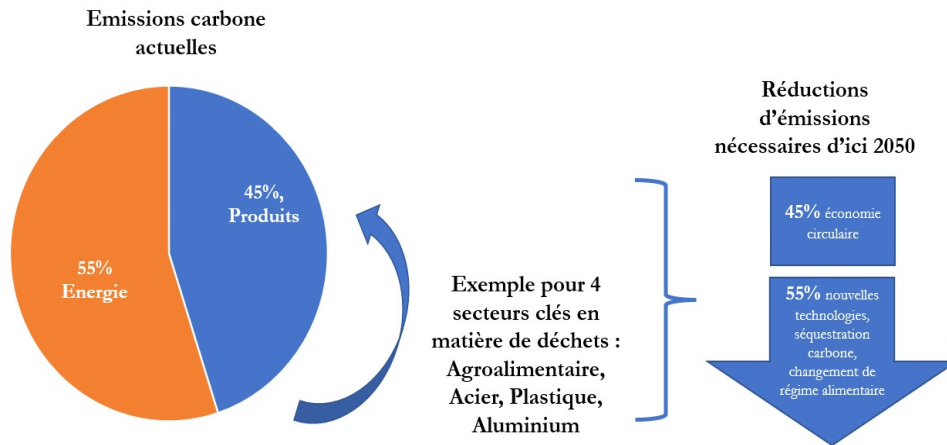
### **Graphique 3 : Contribution de l'économie circulaire à la lutte contre le changement climatique, l'exemple de 4 secteurs clés**

---

<sup>10</sup> ZEVTC



## Focus Finance Durable – Novembre 2021



Source : Fondation Helen Mac Arthur « *Completing the Picture, How the circular economy tackle climate change, 2021* »

Ces initiatives sont aussi aujourd'hui largement relayées par les investisseurs.

Un nombre croissant d'acteurs financiers ont d'ores et déjà communiqué et mis en place des politiques d'investissement à l'égard des combustibles fossiles alliant critères d'exclusion et/ou stratégies d'engagement actionnarial. A l'approche de la COP26 et à l'instar de la Banque Postale, six autres grandes banques françaises annonçaient en octobre 2021 stopper dès 2022 le financement aux entreprises dont la part d'hydrocarbures non conventionnels dans l'exploration et la production dépassait les 30%.

La vision à 360° sur toute la chaîne de valeur de la transition énergétique et écologique est également amorcée dans l'industrie financière qui ne se limite plus aux seules politiques climat par l'exclusion du charbon thermique et des sources d'énergie non conventionnelles.

Les politiques d'investissement visent désormais aussi de façon croissante la gestion du capital naturel, à commencer par le contrôle de l'exposition des investissements aux activités agricoles les plus en cause dans la déforestation et contribuant au dérèglement climatique comme l'Huile de Palme. Des politiques d'investissement englobent aussi d'autres pratiques agricoles comme la culture du soja et l'élevage bovin.

On peut s'attendre à d'autres développements dans ce sens et des prises de position d'investisseurs sur des thèmes comme la mobilité, la gestion des déchets et la consommation durable sont à prévoir dans les mois à venir.

### **Premier tour de la COP15 Biodiversité : vers une trajectoire à horizon 2030 et des objectifs clairs pour contrôler l'empreinte environnementale**

Quelques semaines avant la COP26 se tenait à Kunming en Chine, le prologue de la COP15 Biodiversité. Le capital naturel, à commencer par les forêts, constituent un rempart important au réchauffement climatique comme moyen naturel de séquestration du carbone. Inversement, le changement climatique est l'un des grands facteurs de perte en biodiversité aujourd'hui observée





## Focus Finance Durable – Novembre 2021

comme nous l'expliquions dans la dernière Newsletter Banque Hottinguer en juillet 2021<sup>11</sup>. Il affecte la biodiversité de façon complexe, directement ou indirectement, et souvent en interaction avec d'autres facteurs : augmentation des températures, augmentation de la fréquence des événements climatiques extrêmes, augmentation du niveau de la mer, variations de la température de surface des océans, acidification des océans, radiations UV. L'assureur AON annonçait dans un récent rapport sur le changement climatique que les pertes causées par la recrudescence des événements météorologiques extrêmes correspondent à 85 % de l'ensemble des pertes liées aux risques naturels. Selon le courtier d'assurance, seulement 31% des 3 000 milliards de dollars USD de pertes économiques liées à des événements climatiques extrêmes survenus sur les dix dernières années ont été assurés.

La conférence de Kunming s'est ouverte sous des auspices prometteurs avec l'adoption de la déclaration de Kunming dans le cadre de laquelle les pays signataires s'engagent à résorber la perte en biodiversité d'ici 2030 et de promouvoir l'intégration des efforts de conservation dans l'ensemble des décisions. Sans s'engager sur des chiffres précis, de nombreux pays participants ont appelé à placer sous protection 30% des terres et des mers d'ici 2030.

La biodiversité n'a toutefois pas bénéficié jusqu'à présent de la même couverture médiatique, politique et sans doute scientifique, que le climat. Malgré l'existence de l'IPBES<sup>12</sup>, qui est l'équivalent du GIEC pour les sujets de biodiversité, les Etats – mais aussi les entreprises et les investisseurs - ne disposaient pas jusqu'à présent de trajectoire claire, fondée sur la science pour maîtriser leur empreinte écologique.

L'objectif de la COP15 est d'établir un cadre mondial pour la biodiversité qui définira une vision de l'action internationale pour préserver et protéger la nature. Ce cadre est considéré comme l'équivalent des Accords de Paris pour la biodiversité. Il pourrait dès lors être repris par les référentiels de reporting et de validation des objectifs Biodiversité à destination des entreprises et des investisseurs tels que la TNFD, la Taskforce for Nature-related Financial Disclosure<sup>13</sup>, ou encore le SBTN, Science Based Targets Network<sup>14</sup>.

### Conclusion : le rôle des investisseurs, la réponse de la Banque Hottinguer

Les COP15 Biodiversité et COP26 Climat de cette fin d'année constituent un rappel pour les décideurs politiques et la société civile de la menace que représentent le réchauffement climatique et la perte en ressources naturelles pour nos sociétés. Le constat est sans appel : les efforts nécessaires en matière de réduction des émissions de gaz à effets de serre sont insuffisants, et la disparition des amortisseurs que constituent les ressources naturelles comme les forêts et les espèces vivantes est doublement inquiétante. Si un nombre croissant de décideurs, gouvernements, et entreprises se lancent désormais dans la course aux annonces et aux promesses d'atteindre la neutralité carbone, celles-ci ne sont ou pas suffisamment ambitieuses, ou pas assez convaincantes. Pour les investisseurs, il est plus que jamais nécessaire d'accroître le niveau d'attente et d'exigence en matière climatique au travers du dialogue actionnarial mais aussi de politiques d'investissement claires et transparentes à l'égard des activités les plus en risques telles que les énergies fossiles et certaines pratiques néfastes pour le capital naturel.

Malgré tout cela, une action complémentaire à l'amélioration de l'empreinte énergétique semble désormais indispensable. Une meilleure gestion des ressources respectueuse des écosystèmes naturels, l'adoption de modes de consommation et de production plus sobres et circulaires, sont

---

11 Disponible pour nos clients

12 The Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services

13 Voir <https://tnfd.global/>

14 Voir <https://sciencebasedtargetsnetwork.org/how-it-works/why-set-sbts-for-nature/>



## Focus Finance Durable – Novembre 2021

les conditions sine qua none pour espérer pouvoir respecter l'objectif d'un maintien de températures à un niveau compatible avec la vie sur terre d'ici la fin du siècle tel qu'il a été décrit par les Accords de Paris.

Consciente des défis que représentent les grands risques environnementaux tels que le changement climatique et la perte en Biodiversité pour le monde vivant et pour ses clients, la Banque Hottinguer se veut force de proposition en protégeant les actifs qu'elle gère contre les risques en durabilité les plus matériels. Elle s'inscrit également pleinement dans une démarche positive en participant au financement des énergies bas carbone et de la préservation des écosystèmes et du capital naturel. La Banque Hottinguer, via sa société de gestion Messieurs Hottinguer et Cie-Gestion Privée, bénéficie déjà d'une expérience de plus de 10 années en matière de financement de la transition écologique au travers du fonds Equilibre Ecologique. Cette stratégie diversifiée vise à investir dans les entreprises contribuant de façon significative à au moins l'un des 5 grands objectifs verts suivants :

1. Atténuation du et adaptation au Changement climatique
2. Promotion de modes de vie plus durables et de l'Economie circulaire
3. Gestion des ressources en eau
4. Respect de la Biodiversité, préservation du capital naturel et des écosystèmes
5. Réduction de la pollution

En capitalisant sur cette expertise en gestion d'actifs à fort impact environnemental, elle lance en 2021 sa stratégie générique de Finance durable et Investissement à Impact. Celle-ci comporte 3 volets par lesquels s'applique la prise en compte systématique dans tous les investissements des risques de durabilité tels que ceux liés à la perte de Biodiversité. Cette stratégie vise également à accélérer l'identification des opportunités sous-jacentes à la transition vers un monde plus soutenable et notamment protecteur du capital naturel :

- Mise en place de politiques d'investissement promouvant les meilleures pratiques en développement durable et en matière de gestion des risques ESG tels que les risques de transition associés aux combustibles fossiles et tels que la perte de Biodiversité liée à certaines activités comme la culture intensive des matières premières agricoles.
- Intégration des dimensions ESG à l'ensemble de la gestion. Ceci passera notamment par la mise en œuvre de politiques de vote et d'engagement actionnarial de conviction, visant à promouvoir au travers du dialogue avec les entreprises investies nos attentes en matière ESG et notamment de gestion des risques environnementaux et sociaux. Dès l'été 2021, la Banque Hottinguer a rejoint l'initiative de la Climate Action 100+, elle supervise et participe à des programmes d'engagement dans les secteurs de l'Energie, des Transports et de l'Agriculture. Le développement d'une expertise ESG directement combinée à l'analyse financière viendra en support de cette démarche d'intégration avec pour objectif l'identification et la quantification des enjeux les plus matériels comme les risques climatiques et le coût de la biodiversité pour les entreprises les plus exposées.
- Développement et innovation de thématiques et de stratégie de gestion à fort impact. Dans cette phase, les objectifs environnementaux resteront à l'honneur.

Lise Moret  
Directrice Finance Durable et Investissement à Impact



## Focus Finance Durable – Novembre 2021

Source : Messieurs Hottinguer et Cie-Gestion Privée. Document à titre d'information uniquement. Les informations contenues dans ce document ne constituent ni un conseil en investissement, ni une offre d'achat ou de vente d'un produit ou d'un service financier et ne doivent pas être interprétées comme tels.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures et ne sont pas constantes dans le temps. Nos produits et services d'investissements présentent un risque de perte en capital. Les commentaires et analyses reflètent l'opinion de Messieurs Hottinguer et Cie Gestion Privée sur les marchés et leur évolution en fonction des informations connues à ce jour ; ils sont susceptibles d'être modifiés sans notification préalable. Ils ne sauraient constituer un engagement de Messieurs Hottinguer et Cie Gestion Privée qui, en conséquence, ne saurait être tenu responsable d'une décision d'investissement ou de désinvestissement prise sur la base de ces commentaires et/ou analyses. Avant d'investir dans un OPCVM vous devez prendre connaissance impérativement et attentivement du Document d'Information Clé pour l'Investisseur et de son prospectus, documents réglementaires disponibles sur demande ou sur [www.banque-hottinguer.com](http://www.banque-hottinguer.com).

Date de publication : 17/11/2021